

Initiatives parlementaires

McClelland (Edmonton Southwest)	Meredith
Mills (Red Deer)	Morrison
Ménard	Nunez
Paré	Penson
Picard (Drummond)	Ramsay
Ringma	Rocheleau
Sauvageau	Schmidt
Scott (Skeena)	Solberg
Solomon	Speaker
Stinson	Strahl
Taylor	Thompson
Tremblay (Rimouski—Témiscouata)	Tremblay (Rosemont)
Venne	White (Fraser Valley West)—92

DÉPUTÉS «PAIRÉS»

Chrétien (Frontenac)	Clancy
Dingwall	Dubé
Dumas	Goodale
Gray (Windsor West)	Lincoln
Mercier	Parrish
Plamondon	Pomerleau
St-Laurent	Whelan

Le président suppléant (M. Kilger): Je déclare la motion adoptée.

(Le projet de loi est lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.)

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE À L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE

L'hon. Charles Caccia (Davenport, Lib.) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait, en prévision d'un changement climatique à l'échelle de la planète, envisager l'opportunité de promouvoir l'économie d'énergie et l'efficacité énergétique, ainsi que compter davantage sur les sources d'énergie renouvelable, de manière à réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles et de l'énergie nucléaire.

—Monsieur le Président, cette motion a essentiellement trait au changement climatique, un enjeu du XXI^e siècle, mais dont il faut se préoccuper dès maintenant. C'est un enjeu qui a de graves conséquences économiques et environnementales.

Le changement climatique que prévoient les météorologues et les scientifiques du monde entier aura d'énormes incidences sur les forêts, l'agriculture, les pêches, la biodiversité et, ce qui importe davantage du point de vue humain, sur les niveaux marins et sur tout ce qui pourrait advenir aux populations habitant le Pacifique, dont l'existence serait menacée par l'élévation des niveaux marins que d'aucuns annoncent.

• (1810)

De grands scientifiques et experts techniques disent à tous les gouvernements du monde que les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'activité humaine augmentent considérablement. Par exemple, selon les statistiques d'Environnement Canada, les émissions de gaz carbonique, que j'appellerai le CO₂, augmentent constamment au Canada et représentent 2 p. 100 de

toutes les émissions produites sur la planète, ce qui place le pays au deuxième rang, juste derrière les États-Unis.

Si nous examinons les statistiques par habitant, nous constatons que le Canada est premier en tête de liste quant aux émissions de CO₂. Il y a, à cela, plusieurs causes bien compréhensibles: le climat, les grandes distances à parcourir, la dimension du pays et le mode de vie.

Toutefois, ces émissions font grimper les températures moyennes à la surface de la terre. Il est intéressant de voir que certaines preuves très claires montrent que la température moyenne à la surface de la terre a grimpé d'un demi-degré Celsius au cours du dernier siècle. Au Canada, la température moyenne a grimpé de 1,1 degré Celsius. Les dix années les plus chaudes des cent dernières années à avoir été mesurées remontent à partir de 1980.

Par conséquent, les changements climatiques ont fait l'objet de discussions en profondeur et ont presque été au centre des débats, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio, en 1992. À cette occasion, le Canada a ratifié, à l'instar de bien d'autres nations, une convention qui demande aux gouvernements de réduire les émissions de gaz à effet de serre, au moins jusqu'aux niveaux de 1990, d'ici l'an 2000. Nous sommes très près de cette date.

Conscient de l'urgence de cette question et de nos responsabilités internationales, le gouvernement a pris un autre engagement dans le livre rouge qu'il a rendu public dans le cadre de la campagne électorale de 1993. Il a promis alors de réduire de 20 p. 100 les émissions de gaz carbonique d'ici l'an 2005.

À la suite de cet engagement, des négociations fédérales-provinciales ont eu lieu à un rythme accéléré au cours des dix derniers mois et elles ont abouti à la réunion de Bathurst, au Nouveau-Brunswick, il y a deux semaines. À cette occasion, les ministres de l'Environnement et de l'Énergie des gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que du gouvernement fédéral, ont discuté longuement de cette question.

Nous avons appris alors par les journaux que les représentants de l'Alberta étaient opposés à toute réglementation destinée à réduire les émissions de gaz carbonique au Canada. Selon ce qu'on a publié dans les journaux, l'Alberta souhaite un programme volontaire seulement et cette position a également l'appui de certaines industries. Voici ce qu'on disait dans le numéro du 8 novembre du journal *The Gazette*:

L'Alberta ne souscrit pas à un plan proposé par le gouvernement fédéral et d'autres provinces au sujet d'une réglementation obligatoire ayant pour objectif de réduire la pollution causée par le gaz carbonique et d'assainir l'air. À la fin de toute une journée de pourparlers entre les ministres de l'Environnement du Canada, M. Ty Lund, de l'Alberta, a déclaré hier que sa province n'entendait pas participer à ce programme.

• (1815)

M. Lund, qui est le ministre de l'Environnement de l'Alberta, s'est moqué de l'affirmation de son homologue ontarien, Bud Wildman, qui a déclaré qu'on devrait appliquer des exigences